

Affaire Epstein : ce sont les capitalistes qui forment le plus grand réseau de prédateurs !

La poursuite de la publication par le ministère de la Justice américain des documents sur l'affaire Epstein – ce milliardaire qui, en plus de ses affaires, organisait un réseau de prostitution de jeunes femmes, dont certaines avaient 14 ans, et qui est mort durant sa détention aux États-Unis – n'en finit pas de secouer le monde des dirigeants de la planète.

Les ramifications du monde de la bourgeoisie

Les mis en cause ne sont pas tous impliqués dans les sordides affaires de prostitution liées au dossier Epstein, mais tous avaient avec ce dernier des liens amicaux ou financiers, ou les deux. Ce qui est notable, ce sont ces relations de tous ces puissants, milliardaires, têtes couronnées, politiciens : tous font partie du petit monde de ceux qui détiennent les commandes de ce système d'exploitation qu'est le capitalisme, grâce à leurs capitaux ou de par leurs fonctions politiques.

Un petit monde qui se connaît, s'entraide, ferme les yeux sur les frasques des uns et les affaires litigieuses des autres, et dans lequel les étiquettes politiques sont au fond secondaires – Epstein avait des liens personnels avec le fasciste Elon Musk aussi bien qu'avec le « socialiste » Jack Lang : le principal à leurs yeux est que tous font partie de cette bourgeoisie pour qui jongler avec des millions sur des comptes dans des paradis fiscaux est chose ordinaire.

Et ce sont ces capitalistes, et les gouvernants à leur service, qui n'ont pas de mots assez durs pour traiter de profiteurs ceux que la misère ou les guerres ont fait fuir des pays ravagés afin d'avoir le droit de grelotter sous une tente en France. Ou encore les travailleurs licenciés, ou les jeunes privés d'emploi. Et les mêmes traînent devant les tribunaux les travailleurs qui osent résister et relever la tête, pour preuve les dizaines de syndicalistes réprimés en ce moment à La Poste, à la SNCF, dans les hôpitaux... jusqu'à Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT.

Riposter à l'offensive des capitalistes contre les travailleurs

La bourgeoisie est à l'offensive contre le monde du travail. Patrick Martin, le patron du Medef, n'est peut-

être pas un prédateur sexuel abusant de jeunes mineures, mais cela ne le gêne pas de profiter de la galère des jeunes privés d'emploi pour proposer de ressusciter le « Smic jeune » et les contrats « première embauche » avec des salaires au rabais. Ce fameux CPE dont la loi qui l'instituait avait été balayée, il y a exactement vingt ans, par la mobilisation de centaines de milliers de jeunes, et de leurs parents.

Mais la bourgeoisie ne se contente pas de projets provocateurs. Les patrons maintiennent les salaires bien au-dessous de ce qu'il faudrait quand les prix des produits alimentaires ont flambé. Et ils utilisent l'arme du chômage pour cela.

Rien qu'en janvier, 2 400 licenciements ont été annoncés chez un géant du CAC 40, Capgemini-Sogeti, 1 800 à la Société générale. ArcelorMittal, autre géant du CAC 40, qui a vu ses titres grimper de 25 % depuis le début de l'année grâce aux perspectives des baisses d'importation d'acier en Europe, n'en annonce pas moins 5 600 licenciements en Europe, dont près de 1 700 en France.

Cette offensive de la bourgeoisie est accompagnée et encouragée par le gouvernement qui cherche par tous les moyens à réduire les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation, aux services publics en général pour dégager l'argent des subventions et des commandes militaires.

Une offensive à laquelle il nous faudra répondre par une contre-offensive, si nous ne voulons pas voir nos conditions de vie et de travail dégradées encore davantage.

Une contre-offensive dont nous avons les moyens car, sans notre travail, ils ne sont rien.

Une joyeuse pagaille

Jeudi dernier, nous nous sommes retrouvés devant les grilles de l'hôpital pour protester contre la nouvelle gestion du personnel que veut nous imposer la direction. Impossibilité de récupérer les heures supplémentaires en journée complète, imposition de congés les dimanches et les jours fériés pour économiser les primes...

La presse était là et a pu être informée des conditions de travail que nous impose la direction. À 14 heures, nous nous sommes retrouvés en assemblée générale. Chacun a pu expliquer comment les choses se passent dans son service. Ensuite, nous nous sommes invités à la direction, rejoints par nos collègues du matin, et pendant près de deux heures, chacun a pu exprimer sa colère.

Bref, ça fait du bien de remettre les pendules à l'heure. D'autant qu'on ne compte pas s'arrêter là.

Une maladie ORL ?

Depuis janvier, les cadres appliquent une gestion des heures supplémentaires plutôt rigide. Dans certains services, notamment au pôle B, ils ont même décidé de ne plus noter les heures supplémentaires faites par les agents.

Le directeur a affirmé jeudi qu'en aucun cas il ne s'agissait d'une consigne de la direction. C'est quand même bizarre que dans tous les services et au même moment, les cadres ont entendu et appliqué les mêmes « non-mesures ». Sans doute une hallucination auditive collective...

Trop de zèle tue le zèle

Au B, alors que les cadres particulièrement zélés ne marquent plus les heures supplémentaires, ils ont pourtant obligé tout le personnel à assister à une réunion de pôle le 5 mars, annulant les repos hebdomadaires et même les temps partiels ce jour-là. Comme par hasard, les agents pourront poser une demi-journée d'heures supplémentaires l'après-midi. Alpaguée sur ces méthodes somme toute un peu dictatoriales, la direction a convenu que l'encadrement n'avait pas le droit de faire travailler les gens sur repos ou sur leur temps partiel. À bon entendeur...

Lui proposer une occupation utile ?

Présente à l'envahissement de la direction jeudi, elle a déclaré qu'elle avait passé du temps à fouiner dans les emplois du temps pour voir si certains n'exagéraient pas les dimanches et les jours fériés pour avoir la prime. Il est vrai que le directeur a sous-entendu que les agents truandaient, y compris sur les heures supplémentaires. Pendant qu'elle y est, elle aurait pu aussi passer du temps à constater que

certains agents à 80 % n'avaient pas bénéficié de leur temps partiel pendant plusieurs mois et que beaucoup travaillaient sur repos pour faire tourner l'établissement.

La direction voit ce qu'elle a envie de voir, mais il y a quand même des gens payés à ne rien faire.

À quand les travaux ?

L'association Présence joue un rôle essentiel dans l'hôpital. C'est grâce à elle que des projets culturels, des animations et des jours de fête peuvent permettre aux patients, dont certains passent une partie de leur vie dans l'établissement, d'avoir des moments agréables. L'association les aide aussi à obtenir des prêts quand ils en ont besoin pour des cigarettes, des sorties... Mais la direction, pressée de détériorer nos conditions de travail, ne semble pas préoccupée par les inondations récurrentes des locaux de l'association qui tombent en ruine. Comme quoi la qualité d'accueil des patients, on en parle, et puis on oublie...

Ras le bol

Si les directions de service se gaussent des nouveaux projets mis en place récemment, elles ne parlent pas des conditions dans lesquelles les patients sont pris en charge dans des unités comme le Calypso, les Rosiers... : des locaux dégradés et un vieillissement de la population qui nécessiteraient des moyens humains plus importants.

Ça bouge aussi au CHU

Tout comme à Novillars, la direction du CHU cherche à faire des économies sur le dos du personnel. Elle a récemment diminué le temps de travail de six minutes par jour pour supprimer trois RTT aux agents. Elle espère ainsi économiser un peu plus de 37 postes. Le personnel a tenu plusieurs assemblées générales, rassemblant chaque fois près de 100 personnes. Ce qu'il se passe chez nous se produit dans tous les hôpitaux. Alors nous devrions unir nos forces.

Iran : plus de 50 000 arrestations

Pendant que les États-Unis entament leurs marchandages avec le régime iranien, les chiffres connus de la répression sanglante menée par le régime des mollahs contre les manifestants en décembre-janvier sont de plus en plus élevés : au moins 50 000 interpellations ont eu lieu. L'évaluation du nombre de morts oscille entre 30 000 et 40 000. Un véritable carnage. Ce n'est pas ça qui trouble Trump. Au contraire. C'est maintenant que les manifestations de la population ont été écrasées qu'il peut marchander avec le régime avec moins de crainte de voir la population réclamer son dû.